

DEBAT DES PANELISTES

Jim HOAGLAND, conseiller de la rédaction du *Washington Post*

Il n'est pas exagéré de dire que le leadership palestinien traverse également une situation de crise, avec un président dont le mandat a expiré depuis longtemps. Je ne veux pas que nous entrions dans ce type d'échanges, mais je veux laisser à l'ambassadeur Rabinovich la possibilité de faire un commentaire, notamment sur le rôle des Etats-Unis.

Itamar RABINOVICH, président de l'Israel Institute, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution

Premièrement, M. Hassassian a qualifié mon gouvernement de fasciste. Je ne porte pas particulièrement le gouvernement actuel dans mon cœur, mais ce n'est pas un gouvernement fasciste, évitons donc de tomber dans l'excès. Deuxièmement, la montée du Hamas n'est pas due à l'échec du processus de paix. Le Hamas est la branche palestinienne des Frères musulmans et nous savons que l'Islam fondamentaliste gagne du terrain dans la région. Le Hamas est l'incarnation de ce courant dans la communauté palestinienne, il ne s'agit certes pas d'une évolution bienvenue, mais elle s'inscrit dans la tendance régionale. Nous devons la considérer comme telle.

Nous devons garder à l'esprit que, même si Israël et Mahmoud Abbas parviennent à un accord, il y aura un problème de mise en œuvre à Gaza. Certains essaieront peut-être de saboter l'accord en lançant des roquettes depuis Gaza. C'est une menace que nous devons prendre en compte. Troisièmement, soyons concrets et précis car nous n'avons pas beaucoup de temps. J'aimerais savoir ce que vous reprochez aux propositions de Kerry. Si nous voulons avancer, faites-nous savoir ce qui manque ou ce qui doit être abandonné dans les propositions de Kerry.

Quatrièmement, le rôle des Etats-Unis est moindre et l'UE est un acteur bienvenu, mais le leadership ne se donne pas, il se prend. L'Union européenne pourrait prendre la place qu'occupent les Etats-Unis depuis plusieurs années. Le médiateur doit être acceptable par Israël et l'Autorité palestinienne et permettre d'aboutir à un accord et de le faire appliquer. En fait, les deux accords de paix que nous avons avec l'Egypte et la Jordanie ont été finalisés avec l'aide des Etats-Unis. Je ne vois personne capable de prendre le relais à ce jour.

Jim HOAGLAND, conseiller de la rédaction du *Washington Post*

L'un des éléments manquants, ou l'un des problèmes posés par le document Kerry, si je comprends bien votre position, est tout simplement la perte de confiance à l'égard des Etats-Unis. Vous ne reconnaissez pas la bonne foi des Etats-Unis en tant que négociateur, auquel cas les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à continuer de jouer ce rôle.

Manuel HASSASSIAN, ambassadeur de Palestine à Londres ; ancien représentant au ministère de l'Enseignement supérieur et à l'Association des universités arabes

Là n'est pas la question. Le document Kerry est axé sur l'approche et la méthodologie habituelles, à savoir l'incrémentalisme. L'incrémentalisme s'est avéré un véritable désastre, comme nous avons pu le constater dans les Accords d'Oslo. Les Accords d'Oslo nous ont conduits là où nous sommes aujourd'hui. Si nous mettons les équipes de négociation palestinienne et israélienne autour d'une table dans une grande salle, comme au Vatican, elles batailleront à l'intérieur jusqu'à ce que la fumée blanche apparaisse et nous parviendrons peut-être alors à une solution. L'incrémentalisme ne permet pas de procéder de la sorte, comme nous avons pu le constater. Cela fait deux décennies que les Etats-Unis jouent le rôle du berger. Résultat : l'émergence des extrémismes des deux côtés. La religion vient s'immiscer dans ce conflit qui devient beaucoup plus dangereux et beaucoup plus difficile à régler.

C'est pourquoi l'approche du document Kerry est une approche vouée à l'échec. Il faut changer radicalement d'approche. M. Netanyahu est peut-être disposé à mettre un terme à la colonisation. Lorsque je parle de

gouvernement fasciste, je me réfère aux pratiques en vigueur, sans parler du caractère répugnant de l'occupation. Israël utilise tous les moyens d'exécutions extrajudiciaires et les démolitions. Qu'il s'agisse des contournements de procédure ou du nettoyage ethnique que nous subissons en Palestine, rien ne m'incite à croire qu'Israël est un pays démocratique. C'est un stratagème inacceptable. Si Israël est une entité démocratique, elle l'est uniquement pour les Juifs qui vivent en Israël.

Le sujet n'est pas là. Si vous n'aimez pas le mot « fascisme », je dirais alors que c'est un gouvernement extrêmement colonialiste qui croit en la solution à un Etat, c'est-à-dire un Etat qui contrôle les territoires occupés. Je suis d'accord avec vous, la solution à deux Etats est la seule solution à notre problème, mais nous en sommes loin aujourd'hui. Je vais tout mettre en œuvre pour parvenir à une solution basée sur le principe « un homme, une voix, un Etat ».

Le Hamas n'est pas une organisation terroriste. Le Hamas fait partie intégrante du peuple palestinien. Ils sont frustrés et j'admets qu'ils ne reconnaissent pas l'Etat d'Israël, mais le moment venu ils le reconnaîtront. Israël a toujours négocié avec l'OLP, avant et après la mort d'Arafat, et le processus de paix n'a pas progressé d'un iota. C'est l'échec de ce processus de paix qui a amené le Hamas et d'autres organisations à se présenter comme une alternative à l'OLP. Nous avons le sentiment de ne pas avoir été traités sur un pied d'égalité dans ce processus de négociation et c'est pourquoi nous nous retrouvons dans cette impasse aujourd'hui.

Itamar RABINOVICH, président de l'Israel Institute, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution

Je ne tomberai pas dans le piège qui consiste à réfuter les allégations ou à lancer des injures par rapport aux actions des Palestiniens, car ce n'est pas l'objet de cette réunion. Je souhaiterais dire une chose concernant le Hamas. Vous dites que le Hamas n'est pas une organisation terroriste. Permettez-moi de vous rappeler ce qu'ont fait les membres du Hamas à votre peuple lorsqu'ils ont pris Gaza. Ils ont jeté des habitants des toits à Gaza. C'est une organisation terroriste à tous points de vue.

Jim HOAGLAND, conseiller de la rédaction du *Washington Post*

Je vais essayer d'avoir une vision un peu plus large. M. l'ambassadeur Rabinovich, vous êtes probablement l'un des plus éminents spécialistes israéliens de la Syrie et vous avez participé aux négociations avec les Syriens. Le monde est aujourd'hui divisé sur ce qu'il convient de faire en Syrie. Nous avons notre point de vue, les Russes ont le leur. Mais je n'ai pas entendu le gouvernement israélien et le gouvernement palestinien s'exprimer sur la situation en Syrie. Pourquoi ? Partez-vous du principe que « mieux vaut un mal connu que les djihadistes qui restent à connaître » ou s'agit-il d'autre chose ?

Itamar RABINOVICH, président de l'Israel Institute, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution

Il y a actuellement en Israël un débat public sur ce qui est le mieux pour Israël : le mal connu ou le mal qui reste à connaître. Le mal connu est Assad et le mal qui reste à connaître, ce sont les groupes islamiques ou les djihadistes. Personnellement, ce qui m'inquiète, c'est l'axe Téhéran, Damas et Hezbollah, beaucoup plus que l'opposition syrienne. Vous n'entendez pas beaucoup la voix d'Israël concernant la Syrie car notre interférence, physique ou verbale, pourrait être contreproductive.

Depuis le premier jour, le régime d'Assad brandit l'argument selon lequel il ne s'agit pas d'une véritable révolution intérieure. Selon Assad, il s'agit d'une conspiration ourdie depuis l'extérieur et, si nous joignons notre voix à celle de la communauté internationale, nous ferions le jeu de la propagande du régime. Bien que je critique certaines politiques de mon gouvernement, la position du gouvernement israélien de se tenir à l'écart du conflit syrien depuis quatre ans et demi est à mon sens une position sage et efficace.

Jim HOAGLAND, conseiller de la rédaction du *Washington Post*

M. l'ambassadeur, pourriez-vous nous faire part de votre interprétation de l'attitude israélienne vis-à-vis de la Syrie, et de la position palestinienne ?

Manuel HASSASSIAN, ambassadeur de Palestine à Londres ; ancien représentant au ministère de l'Enseignement supérieur et à l'Association des universités arabes

Les Palestiniens ont tiré des leçons du passé. Nous avons toujours été contraints de nous impliquer dans les problèmes internes arabes. Nous en avons payé le prix fort car notre implication a été préjudiciable pour notre culture nationale et notre existence même. C'est pourquoi nous avons décidé désormais de ne pas interférer sur les politiques internes. Nous comprenons cependant les aspirations du peuple syrien et savons quel type de gouvernement ils appellent de leurs vœux.

Nous sommes du côté de ceux qui prônent la démocratisation, défendent le rôle accru des sociétés civiles et militent pour l'instauration d'une culture de la paix. C'est ce dont nous avons été témoins durant la première période d'Oslo. Nous pensions qu'un accord de paix ne suffisait pas pour soutenir et pérenniser la paix. Elle doit émaner des partenaires du processus de négociation, car c'est nous au final qui devons vivre avec les décisions de nos négociations. Je crois que ni les Etats-Unis ni la communauté internationale ne peuvent imposer des solutions. Ces solutions sont vouées à l'échec. Nous devons avoir la ferme volonté de soutenir la paix et d'aller de l'avant.

Je persiste à penser qu'Israël est le détonateur de l'instabilité au Moyen-Orient. Israël est une puissance occupante et a constitué un facteur de déstabilisation au Moyen-Orient. Si vous parlez à des universitaires, des historiens ou des dirigeants, tous vous diront que la source du problème au Moyen-Orient est le problème palestinien. Le règlement de ce conflit permettrait de maintenir et de préserver pour longtemps la sécurité de l'Etat d'Israël. Le seul moyen de le régler est de revenir à la table des négociations.

Voilà pourquoi j'aime l'expression « dialogue israélo-palestinien ». Je ne suis pas ici pour polémiquer avec lui, sinon nous n'en finirions jamais. Laissons tomber les accusations. Je suis venu ici avec l'intention de trouver une solution auprès d'un diplomate israélien connu pour sa sagesse. Il pourrait me dire précisément quelle est la recette pour des négociations réussies, je la transmettrai à mon président. Si vous avons des lacunes dans ce processus, nous sommes désireux d'apprendre car, au bout du compte, nous voulons tous les deux la paix. 70 % de nos sociétés veulent la paix et nous devrions tout mettre en œuvre pour répondre à ces aspirations. Nous devrions être en train de négocier, au lieu d'être les victimes de groupes radicaux qui ont pris en otage ce processus de paix et l'ont mené dans une impasse.

Jim HOAGLAND, conseiller de la rédaction du *Washington Post*

Pourtant, l'ambassadeur Rabinovich vous a déjà soumis une proposition que vous n'aimez pas, donc nous sommes coincés.

Manuel HASSASSIAN, ambassadeur de Palestine à Londres ; ancien représentant au ministère de l'Enseignement supérieur et à l'Association des universités arabes

Je n'ai pas dit que je ne l'aimais pas.

Jim HOAGLAND, conseiller de la rédaction du *Washington Post*

Vous ne l'avez pas acceptée.

Manuel HASSASSIAN, ambassadeur de Palestine à Londres ; ancien représentant au ministère de l'Enseignement supérieur et à l'Association des universités arabes

Non, je n'ai pas dit que je ne l'aimais pas et je n'ai même pas commenté sa proposition. Je souhaiterais des modifications majeures car avec ce type de proposition, vous ne faites que gratter la surface. Nous devons examiner en profondeur les six questions et nous devons les mettre sur la table. Nous ne pouvons pas dire : « Commençons par cela parce que c'est facile. Commençons aujourd'hui parce que c'est facile. » Vous traitez toutes les questions car elles sont organiquement liées les unes aux autres, comme le mariage catholique, sans divorce entre les parties. Il nous faut un accord global qui mette un terme au conflit et aux revendications, toute autre solution est vouée à l'échec. Nous l'avons constaté à maintes reprises et vous refaites les mêmes erreurs.

Jim HOAGLAND, conseiller de la rédaction du *Washington Post*

Nous dévions quelque peu du sujet. Je respecte la réponse que vous m'avez faite concernant l'implication dans les problèmes internes arabes et les leçons du passé. Aujourd'hui, le conflit israélo-palestinien n'est plus considéré comme la priorité. La priorité est la lutte existentielle entre l'Arabie saoudite, avec les Sunnites, et l'Iran, avec les Chiites. Comment cela s'intègre-t-il dans le schéma ? Vous allons terminer cette partie du programme et donner la parole à l'auditoire. Comment cela s'inscrit-il dans l'approche d'Israël et de la Palestine ?

Itamar RABINOVICH, président de l'Israel Institute, Distinguished Global Professor à l'Université de New York (NYU) et Distinguished Fellow au sein de Brookings Institution

Je voudrais faire trois brefs commentaires. Premièrement, je suis en total désaccord avec l'affirmation selon laquelle le conflit israélo-palestinien est la source du problème au Moyen-Orient. Lorsque l'Etat islamique massacre des Yazidies en Iraq, cela n'a rien à voir avec les Israéliens et les Palestiniens. Deuxièmement, critiquer les Accords d'Oslo est devenu à la mode. Ces accords présentaient de nombreux défauts et se sont avérés inefficaces au final, mais ils ont permis d'aboutir à une reconnaissance mutuelle. Nous reconnaissons l'OLP comme le représentant officiel du nationalisme palestinien et ils reconnaissent l'Etat d'Israël. Voilà où nous en sommes. Par ailleurs, nous ne gérons pas la vie des Palestiniens en Cisjordanie ou à Gaza.

Troisièmement, j'aimerais parler des négociations secrètes. Une partie du problème de l'initiative Kerry et d'autres initiatives des deux dernières décennies est qu'elles étaient publiques. Lorsque j'ai négocié avec les Syriens, nous avons mené des négociations publiques et privées. Les négociations publiques sont un problème car vous êtes constamment surveillés par les médias et l'opinion publique. Vous êtes critiqués et des pressions s'exercent. Les Accords d'Oslo, que vous les aimiez ou non, ont été signés car les négociations ont été menées en secret à Oslo, à l'abri des regards. Une condition du retour à la table de négociation devrait être une période de négociations discrètes, en toute tranquillité, faute de quoi, il est difficile d'envisager le succès.

Jim HOAGLAND, conseiller de la rédaction du *Washington Post*

Je vous remercie pour votre concision. Vous avez défini le bon objectif et j'espère que vous pourrez l'atteindre.

Manuel HASSASSIAN, ambassadeur de Palestine à Londres ; ancien représentant au ministère de l'Enseignement supérieur et à l'Association des universités arabes

Je ne veux pas m'attarder sur la politique arabe car mon objectif est d'avancer dans ce processus de paix. Aujourd'hui, il n'y a pas de paix, pas de processus et pas de négociations secrètes. Nous n'avons plus toute la sémantique qui était la nôtre avec Meir. Je suis entièrement d'accord avec vous, M. l'ambassadeur : le caractère public des négociations s'est avéré préjudiciable. C'est pourquoi les discussions de Washington ont échoué et c'est pourquoi les négociations secrètes à Oslo, malgré tous leurs défauts, ont été bien plus efficaces en ce sens où elles ont déclenché de véritables négociations entre les deux parties.

Il y a la question des conditions objectives, notamment les menaces externes et les contradictions internes dans une société démocratique comme Israël lorsque le pays a des élections. La politique a changé le leadership et a



entièrement modifié les perceptions et les cognitions. De notre côté, en tant que Palestiniens, nous avons hésité entre deux attitudes : être des hommes d'Etat comme Arafat à un certain moment ou des révolutionnaires. Nous avons envoyé le mauvais message aux Israéliens qui ne savaient plus si nous pouvions être pris au sérieux.

Nous avons vu le résultat en 2004. Arafat est mort et nous sommes entrés dans une nouvelle ère. Cette nouvelle ère est entièrement basée sur la solution non militaire, une approche pragmatique, un dialogue ouvert, l'acceptation de négociations et une entente politique. L'objectif est de parvenir à un accord pour mettre un terme à ce conflit. Mais nous n'avons reçu aucune réponse côté israélien. Cela signifie traiter l'Autorité palestinienne sur un pied d'égalité dans ce processus de paix afin de pouvoir aller de l'avant. Les concessions viennent toujours des Palestiniens, sous la pression d'un tiers tel que les Etats-Unis. Je suis désolé de dire cela Jim. Je campe sur mes positions en ce qui concerne les Etats-Unis.

Jim HOAGLAND, conseiller de la rédaction du *Washington Post*

J'apprécie votre franchise.